



CENTRE COMMUNAL  
D'ACTION SOCIALE

2025/12122025/22

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-267600450-20251212-12122025104-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 18/12/2025

Publication : 18/12/2025

Pour l'autorité compétente par délégation

## DÉLIBÉRATIONS



Le 12 décembre 2025 à 14h34 les membres du Conseil d'Administration du CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE ROUEN, se sont réunis au C.C.A.S., 2, Rue de Germont - sous la présidence de Madame Caroline DUTARTE

Étaient présents :

Madame Elisabeth ALAZARD, Madame Marie DESBORDES, Madame Caroline DUTARTE, Madame Hortense HECTOR, Madame Annick LAMBARD, Madame Martine LELAIT, Madame Félicie RENON, Monsieur Jean-Pierre TRÉDET, Madame Mireille VACHE-PICAT

Étaient représentés :

Monsieur Jean DE BEIR ayant donné pouvoir à Madame Marie DESBORDES  
Madame Katherine COEUFF ayant donné pouvoir à Madame Hortense HECTOR  
Madame Geneviève LARMARAUD ayant donné pouvoir à Madame Elisabeth ALAZARD  
Madame Marie-Françoise MARCASSIN ayant donné pouvoir à Madame Martine LELAIT  
Monsieur Nicolas MAYER-ROSSIGNOL ayant donné pouvoir à Madame Caroline DUTARTE,

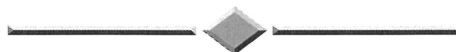
Étaient excusées :

Madame Zohra AMIMI, Madame Béatrice BOCHET, Madame Amèle MANSOURI

Secrétaire de séance :

Madame Vanessa RAPITEAU, Directrice du C.C.A.S. de Rouen

**Date de convocation :** 5 décembre 2025



# DÉLIBÉRATIONS

2025/12122025/22  
Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur  
076-267600450-20251212-12122025104-DE  
Accusé certifié exécutoire  
Réception par le préfet : 18/12/2025  
Publication : 18/12/2025  
Pour l'autorité compétente par délégation



## 22 AVENANT N° 2 À LA CONVENTION DE PRESTATIONS DE SERVICES – AUTORISATION SIGNATURE

MESDAMES, MESSIEURS,

Le Centre Communal d'Action Sociale (C.C.A.S.) de Rouen est un Etablissement Public Administratif Communal. Il anime une action générale de prévention et de développement social en liaison avec les institutions publiques et privées, conformément aux articles L123.4 et suivants du Code de l'Action Sociale et des Familles.

Une convention de prestation de services en date du 22 février 2022 fixe les dispositions relatives aux concours apportés par la Ville de Rouen au C.C.A.S. et réciproquement. Elle recense les domaines concernés et fixe les modalités d'intervention de chacun. Elle précise également la nature et les modalités de calcul de leur coût sauf dispositions particulières.

A ce titre, le C.C.A.S. bénéficie du support régulier des services de la Ville de Rouen pour l'exercice des fonctions suivantes :

- Les Ressources Humaines (part non transformée en service commun),
- Systèmes d'information,
- Gestion du parc automobile,
- Affaires juridiques / commande publique,
- Communication, relations publiques et manifestations,
- Espaces Verts (élagage),
- Courrier.

L'échéance de cette convention a été prorogée d'un an soit jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 2026 afin de réaliser l'état des lieux de la mutualisation. Il en ressort qu'il est nécessaire de procéder à des ajustements notamment de clés de répartition de refacturation et de périmètre d'intervention.

C'est pourquoi, comme le permet son article 2, il est proposé de proroger d'un an supplémentaire la convention de prestation de services, soit jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 2027 par un second avenant. Ce délai permettra d'adapter les dispositions de la mutualisation entre la Ville et le C.C.A.S.

De plus, il convient concomitamment :

- de supprimer les dispositions relatives aux systèmes d'information. En effet, une convention de service commun « Numérique au service de l'action publique » tripartite est mise en œuvre entre la Ville, la Métropole Rouen Normandie et le C.C.A.S au 1<sup>er</sup> janvier 2026 ;
- De mentionner les prestations apportées à titre gratuit par la Direction Générale des Services relatives à l'Inspection Générale des Services et à la Mission Qualité et Organisation en complément de la Mission Communication Interne.

Le Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen est invité à autoriser Monsieur le Président du C.C.A.S. ou son représentant à signer l'avenant 2 à la convention de prestation de services entre la Ville de Rouen et le C.C.A.S. de Rouen en date du 22 février 2022 tel que présenté en annexe.

### LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles et notamment l'article R.123-20,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.5211-4-2,

## DÉLIBÉRATIONS

2025/12122025/22

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-267600450-20251212-12122025104-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 18/12/2025

Publication : 18/12/2025

Pour l'autorité compétente par délégation  
Communal d'Action Sociale de



VU la Convention de prestation de services entre la Ville de Rouen et le Centre Communal d'Action Sociale de Rouen en date du 22 février 2022,

VU l'avenant 1 à la Convention de prestation de services entre la Ville de Rouen et le Centre Communal d'Action Sociale de Rouen en date du 16 janvier 2025,

CONSIDÉRANT la nécessité de proroger la convention de prestation de services entre la Ville de Rouen et le C.C.A.S. de Rouen d'un an,

CONSIDÉRANT la nécessité de supprimer les dispositions de la convention de prestation de services entre la Ville de Rouen et le C.C.A.S. de Rouen relatives aux systèmes d'information compte tenu de la mise en place d'une convention de service commun

« Numérique au service de l'action publique » tripartite entre la Ville, la Métropole Rouen Normandie et C.C.A.S.

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES, autorise Monsieur le Président du C.C.A.S. de Rouen ou son représentant à signer l'avenant 2 à la convention de prestation de services entre la Ville de Rouen et le C.C.A.S. de Rouen en date du 22 février 2022 tel que présenté en annexe.

Fait à Rouen, les jours, mois et an susdits.

POUR EXTRAIT CONFORME,  
Pour le Président et par délégation



Vanessa RAPITEAU  
Directrice du C.C.A.S. de Rouen

*Madame la Directrice du C.C.A.S. de Rouen certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte, et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Rouen (53, avenue Gustave Flaubert, 76000 Rouen) dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission aux services de l'Etat. De même, en cas de recours ne nécessitant pas la présence d'un avocat, vous pourrez saisir le tribunal susmentionné par le site « Télérecours Citoyens » à l'adresse suivante : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), et ce en application de l'article R421-1 du Code de la Justice Administrative.*